



QUE FAIRE ?

FACE A LA CRISE DE L'EURO ET DE L'EUROPE, QUE PROPOSENT LES SOCIALISTES ?

D'abord, retrouver la croissance

La croissance est de retour en Asie (+11,9% en 2010, en Chine, + 7,9% en Inde), en Amérique du Nord (+2,7% aux USA) et en Amérique latine (+ 10% au Brésil,...). Elle reste encore faible et fragile en Europe (+ 0,9 % dans les 27 Etats membres; 0,9% en France, +1% en Allemagne).

Mettre en œuvre dans ce contexte, des rudes politiques d'austérité dans tous les pays d'Europe, réduire partout les dépenses publiques et sociales, comme l'exigent Mme Merkel et la droite européenne, c'est prendre le risque d'une

rechute dans la récession ouvrant une longue période de stagnation.

Une "croissance zéro", voire même une "décroissance" en Europe enclencherait le cercle vicieux bien connu : moins d'activité = moins de rentrées fiscales et moins de cotisations sociales = plus d'allocations chômage...

Comment, dans ces conditions, apurer nos dettes et redresser nos comptes ?

L'effet Ricardo

La réduction des dettes d'Etat est nécessaire. Les économistes Kenneth Rogoff et Carmen Reinhart ont établi que lorsque la dette publique dépasse 90% de la richesse nationale, les dépenses publiques ne stimulent plus la consommation, mais incitent au contraire à l'épargne.

Conscients du caractère non durable de la situation, les citoyens anticipent des hausses d'impôts et des baisses de prestations sociales. Ils réduisent leur consommation et augmentent leur épargne de précaution, (dont le taux est de 16% en France).

Quand le niveau de la dette est inférieur à 50% du PIB, disent nos économistes, un surcroît de dépenses publiques booste la croissance. Quand il atteint les 90%, ce surcroît enflamme la dette sans empêcher la stagnation : c'est l'expérience qu'a vécue le Japon pendant quinze ans....A l'inverse, un assainissement de la dette incite les ménages à "désépargner" et à consommer davantage...

Les socialistes veulent réduire la dette publique non seulement parce qu'ils refusent de transmettre un fardeau trop lourd aux générations futures; non seulement parce qu'ils veulent protéger l'euro contre les spéculateurs; mais aussi parce qu'ils veulent rendre toute son efficacité à l'arme budgétaire.

L'art et la manière

Mais pour réduire la dette, il faut d'abord consolider la croissance.

Les pays lourdement déficitaires doivent progressivement réduire leurs dépenses publiques et surtout accroître leurs rentrées fiscales et sociales (dans les pays méditerranéens, la fraude fiscale et le travail au noir sont massifs). Les pays excédentaires -l'Allemagne, l'Autriche, les pays du nord de l'Europe...- doivent de leur côté, stimuler leur consommation intérieure, compressée depuis trop longtemps.

Le SPD, au secours de la croissance européenne

Les socialistes allemands en sont d'accord : ils exigent désormais l'instauration d'un SMIC dans leur pays, l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés, l'avènement d'un "Etat social préventif";

Le contrat signé par les syndicats allemands en 2009 -modération salariale contre engagement des employeurs au maintien de l'emploi- ne vaut que pour un an. L'industrie allemande profite à plein de la baisse de l'euro par rapport au dollar, ses exportations ont bondi de 11% au cours des deux derniers mois.

Au prochain rendez-vous social les salariés vont demander leur part de cette manne.

La lourde défaite de la CDU aux élections de Rhénanie-Westphalie du nord, le 9 mai dernier, au profit du SPD et des Verts, va aider le patronat allemand à entendre les revendications.

Les programmes d'investissement

Il faut, aussi et surtout, stimuler l'activité en Europe en lançant de grands programmes d'investissement dans les secteurs porteurs et les industries d'avenir : énergie, réseaux transeuropéens de transports et de communication (fret ferroviaire, TGV continentaux, canaux, Internet à haut débit); transition vers "l'économie verte" (isolation thermique des bâtiments, captation et stockage de CO2, véhicules hybrides et électrique,...); santé, industries numériques, biotechnologies, nanotechnologies, nouveaux matériaux, agro-alimentaire...

Avec quels moyens ?

Placé le 9 mai dernier devant l'alternative : désintégration de l'Euroland ou nouveau bond en avant, les autorités européennes ont renoncé à quelques tabous : un fonds d'intervention, doté de 750 milliards d'euros, a été nuitamment constitué pour couvrir les emprunts des pays de la zone euro surtaxés par les marchés financiers.

Jean-Claude Trichet a mangé son légendaire chapeau, en acceptant que la Banque centrale européenne (BCE) achète la dette souveraine de ces pays, sur le marché secondaire, en actionnant la planche à billets.

D'autres tabous libéraux peuvent et doivent tomber encore, n'en déplaise à la lettre du Traité de Lisbonne : les grands programmes d'investissement doivent être financés par l'emprunt; la Banque européenne d'investissement (BEI) doit voir son rôle et ses moyens renforcés.

Eurobonds

L'Union européenne doit pouvoir émettre des obligations -des Eurobonds- sur les marchés financiers. Son budget (1,02% du PIB européen) doit être augmenté et l'UE doit être dotée de ressources propres : points additionnels sur l'impôt sur les sociétés, taxe sur les transactions financières, taxe carbone aux frontières,...

Gouvernement économique, kézako ?

Il faut mettre à profit le choc produit par la crise sur les cervelles libérales pour parachever la construction de l'Union

économique et monétaire : transformer le "mécanisme européen de stabilisation financière", institué le 9 mai, en véritable "fonds monétaire européen"; mettre sur pied le gouvernement économique de la zone euro que nous réclamons depuis vingt ans, et que les Ayatollahs du marché nous ont refusé obstinément jusqu'en mars dernier.

Ce gouvernement économique sera constitué par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la zone euro, appuyé par les conseils des ministres compétents (Ministres de l'Economie et des Finances (ECOFIN), ministres de l'Industrie, ministres de la Recherche, etc...). Il aura pour fonction, d'assurer la coordination des politiques budgétaires des Etats membres, de piloter la convergence de leurs politiques économiques, d'inciter à l'harmonisation de leur fiscalité et de leurs politiques sociales, de promouvoir, avec la BCE, une politique de changes...

Pour en savoir plus, lire le rapport de Pervenche Berès, rapporteur de la Commission spéciale sur la crise financière, économique et sociale (CRIS) du Parlement européen :

http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/cris/dt/812/812760/812760fr.pdf

COORDINATION DES POLITIQUES BUDGETAIRES

La coordination économique doit être indicative mais non impérative. Il ne s'agit pas de priver les Assemblées nationales de leur pouvoir. Mais faute d'une coordination ex ante des politiques économiques, ce sont les marchés financiers qui imposent leur loi, comme on le constate à satiété en ce moment : pour regagner leur confiance, les gouvernements se sont lancés dans un

concours du "plus rigoureux que moi, tu meurs", dont l'issue probable sera sans doute la rechute dans la récession.

Les budgets des Etats membres de la zone euro doivent être élaborés à la même date, selon un calendrier harmonisé, et à partir des mêmes prévisions, s'agissant des grandes variables externes (prix du baril de pétrole, taux de change,...).

Le gouvernement français élabore le budget 2011 sur la base d'une prévision de 2,5, alors que la commission l'évalue à 1,5%. Ces chiffres sont respectivement de 2% et 1,7% pour l'Allemagne, et de 3,3% et 1,9% pour le Royaume-Uni.

RALLUMER LE MOTEUR FRANCO-ALLEMAND

La réactivation du moteur franco-allemand est la condition nécessaire même si elle n'est plus une condition suffisante, d'un second souffle de l'Europe. Les directions du PS et du SPD y travaillent activement.

Cette réactivation est possible : l'Allemagne est la principale bénéficiaire de la construction européenne, qui absorbe les trois quarts de ses exportations. Elle recherchera les compromis nécessaires à sa préservation et à sa consolidation.

MISSION A SHANGHAI

La délégation Union européenne Chine, dont je suis vice-président sera à Shanghai du 24 au 28 mai pour une visite d'étude approfondie.

Au programme, de nombreuses rencontres avec des responsables politiques, le gouvernement chinois, des chefs d'entreprise chinois et occidentaux, des tables rondes avec des experts et des universitaires, des visites d'entreprises, des douanes, du Port, de la Bourse, et bien sûr de l'Exposition universelle.

Une journée entière sera consacrée à la crise sociale et économique que nous traversons, dont nous débattons avec nos homologues chinois.



Grande puissance économique en rapide développement, la Chine doit prendre toute sa part à la réforme du système financier et monétaire international, afin d'éviter que les crises de l'ampleur de celle que nous connaissons aujourd'hui ne se reproduisent. Le président Hu Jintao et le premier ministre Wen Jiabao semblent décidés à prendre leurs responsabilités à cet égard. C'est en tout cas mon sentiment à l'issue de la visite officielle que j'ai effectuée le mois dernier à Pékin.

Henri Weber - Parlement européen
Bruxelles : rue Wiertz 149242 B. 1047 Bruxelles
tél : 0032.2.284.57.88 - fax : 0032.2.284.97.88
Strasbourg : allée du Printemps - Lowy 8t009
F.67000 Strasbourg -
tél : 03.88.17.57.88 - fax 03.88.17.97.88

henri.weber@europarl.europa.eu



<http://www.henriweber.eu>